GESTION D'UN SERVICE PUBLIC CONCEDE

Arrêté du Secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Industrie du 4 août 1958 (18 moharem 1378), fixant la date de reprise provisoire par l'Etat de la gestion d'un service public concédé.

Le Secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Industrie,

Vu la Convention du 20 août 1905 approuvée par le décret du 7 décembre 1905 (10 chaoual 1323), relative à la concession d'un Chemin de fer à traction électrique entre Tunis-La Marsa-La Goulette et du privilège exclusif pour la production et la distribution de l'énergie électrique dans un certain périmètre, ensemble les avenants et textes qui l'ont modifiée ou complétée;

Vu l'arrêté du 30 juin 1958 (2 douh hidja 1377), portant reprise provisoire par l'Etat de la gestion d'un service public concédé,

Arrête :

ARTICLE UNIQUE. — La date d'effet en ce qui concerne la branche « électricité », prévue à l'article 3 de l'arrêté susvisé du 30 juin 1958 (2 douh hidja 1377) est fixée au 15 août 1958.

Tunis, le 4 août 1958.

Le Secrétaire d'Etat au Commerce
et à l'Industrie,

AZEDINE ABBASSI.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

BAHI LADGHAM.

PROHIBITIONS**A L'IMPORTATION ET A L'EXPORTATION**

Arrêté des Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Industrie du 4 août 1958 (18 moharem 1378), modifiant le tableau I annexé à l'arrêté du 2 février 1956 (19 djoumada II 1375), instituant des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation des marchandises.

Les Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Industrie,

Vu l'arrêté du 29 décembre 1955 (14 djoumada I 1375), instituant des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation;

Vu l'arrêté du 2 février 1956 (19 djoumada I 1375), instituant des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation,

Arrêtent :

ARTICLE UNIQUE. — Le renvoi (2) placé au regard des numéros 34-01 A, savons ordinaires et 34-01 D, autres savons et le renvoi s'y rapportant qui exclue l'Algérie et les territoires d'Outre-Mer de la prohibition à l'importation de ces savons et figurant au Tableau I annexé à l'arrêté susvisé du 2 février 1956 (19 djoumada I 1375), instituant des prohibitions

et restrictions à l'importation et à l'exportation des marchandises est abrogé.

Tunis, le 4 août 1958.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères :
Secrétaire d'Etat aux Finances, p.l.,
SADOK MOKADDEM.

Le Secrétaire d'Etat au Commerce
et à l'Industrie,

AZEDINE ABBASSI.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence :
BAHI LADGHAM.

**TABLEAU D'AVANCEMENT
ANNEE 1958**

Rectificatif au J.O.R.T. N° 45-46 des 6 et 10 juin 1958 :

Page 640 :

Au lieu de :

Adjoints Administratifs

.....
Pour le 5^e échelon d'Adjoint Administratif :

Sethon Edouard, choix, à compter du 1^{er} janvier 1958.

Lire :

Adjoints Administratifs

.....
Pour le 5^e échelon d'Adjoint Administratif :

Sethon Edmond, choix, à compter du 1^{er} janvier 1958.

SECRETARIAT D'ETAT A L'AGRICULTURE**ENCOURAGEMENT****POUR LA CREATION ET L'AMENAGEMENT
DE POINTS D'EAU PRIVES**

Arrêté des Secrétaires d'Etat aux Finances, au Commerce et à l'Industrie et à l'Agriculture du 19 juillet 1958 (2 moharem 1378), attribuant des encouragements aux agriculteurs pour la création et l'aménagement de points d'eau privés.

Les Secrétaires d'Etat aux Finances, au Commerce et à l'Industrie et à l'Agriculture,

Vu le décret du 1^{er} juin 1951 (26 chaabane 1370), portant fixation du budget de l'exercice 1951-1952 et notamment l'article 6 du Titre II, Section I, Chapitre VIII;

Vu le décret du 5 août 1933 (15 rabia II 1332), portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du Domaine Public;

Vu l'arrêté du 18 septembre 1952 (28 douh hidja 1371), attribuant des encouragements aux agriculteurs pour recherches d'eau;

Arrêtent :

TITRE I**Modalités générales**

ARTICLE PREMIER. — Les particuliers qui procèdent à des recherches d'eau ainsi qu'aux travaux nécessaires pour l'aménagement des points d'eau à usage agricole tels que puits, forages, sources, citernes, sont susceptibles d'obtenir une aide financière de l'Etat dans les conditions ci-après :

ART. 2. — Ne peuvent donner lieu au bénéfice de l'avantage ci-dessus que les travaux neufs exécutés sur les points d'eau, destinés à la satisfaction des besoins domestiques, l'abreuvement du bétail, l'arrosage de jeunes plantations ou l'irrigation. Sont expressément exclus les travaux d'entretien d'ouvrages existants.

ART. 3. — Avant tout commencement d'exécution des travaux, les intéressés doivent solliciter l'agrément du Secrétariat d'Etat à l'Agriculture, qui notifie sa décision après consultation du Bureau de l'Inventaire des Ressources Hydrauliques. L'avis du Bureau de l'Inventaire des Ressources Hydrauliques sera visé dans la décision d'attribution des subventions.

TITRE II

Recherche et exploitation d'eaux souterraines

ART. 4. — Le taux des subventions susceptibles d'être attribuées est fixé dans la limite de 30 % des dépenses calculées d'après un barème fixé par le Secrétariat d'Etat à l'Agriculture avec l'accord du Secrétariat d'Etat au Commerce et à l'Industrie et du Secrétaire d'Etat aux Finances, qui arrêtent également une limite maximum aux subventions susceptibles d'être accordées. Ce barème et cette limite maximum sont révisables annuellement.

En cas de recherches infructueuses, le taux de la subvention est porté à 60 % du coût des travaux, calculé d'après le barème susvisé.

ART. 5. — Sauf dérogation spéciale, les recherches d'eau ne peuvent être subventionnées que jusqu'à la rencontre de la nappe phréatique.

ART. 6. — Les subventions sont payées par le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sur le vu de certificats établis par un Ingénieur du Génie Rural, après vérification des travaux, exécutés.

ART. 7. — Pourront être exclus du bénéfice des subventions les travaux de recherches et d'exploitation d'eaux souterraines dans certaines zones agricoles fixées par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture après avis du Secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Industrie.

TITRE III

Construction de citernes

ART. 8. — Pour la construction de citernes, l'aide financière de l'Etat prévue à l'article 1^{er} ci-dessus consiste dans la fourniture gratuite de matériaux de construction et l'assistance d'un maître maçon.

Cette participation de l'Etat ne pourra excéder la somme de 3.000 francs par mètre cube de capacité utile. Cette somme est révisable annuellement par le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture avec l'accord du Secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Industrie et du Secrétaire d'Etat aux Finances.

ART. 5. — Le montant global des prévisions de subventions susceptibles d'être accordées en application du présent arrêté sera inscrit dans les crédits spéciaux ouverts à cet effet au Titre II du budget de l'Etat.

ART. 10. — L'arrêté susvisé du 18 septembre 1952 (28 doul hidja 1371), est abrogé.

Tunis, le 19 juillet 1958.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères :
Secrétaire d'Etat aux Finances, p.i.,
SADOK MOKADDEM.

Le Secrétaire d'Etat au Commerce
et à l'Industrie,
AZEDINE ABBASSI.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
MAHMOUD KHIARI.

VU :

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères :
Secrétaire d'Etat à la Présidence, p.i.,
SADOK MOKADDEM.

**SECRETARIAT D'ETAT
AUX POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES**

JETONS TELEPHONIQUES

Décret n° 58-174 du 4 août 1958 (18 moharem 1378), relatif à la vente des jetons téléphoniques nécessaires au fonctionnement des appareils téléphoniques à prépayement.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 11 juin 1888 (2 chaoual 1305), instituant un Office Tunisien des Postes, Télégraphes et Téléphones;

Vu le décret du 27 décembre 1936 (21 djoumada I 1376), portant fixation des tarifs téléphoniques;

Vu l'avis des Secrétaires d'Etat aux Finances et aux Postes, Télégraphes et Téléphones,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, la vente des jetons téléphoniques nécessaires au fonctionnement des appareils à prépayement, par des personnes étrangères à l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones.

ART. 2. — Une remise de 1 franc par jeton est accordée aux personnes autorisées à participer à ce service.

ART. 3. — Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 4 août 1958 (18 moharem 1378).

P. le Président de la République Tunisienne :
*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation,*
BAHI LADGHAM.

**SECRETARIAT D'ETAT
A LA SANTE PUBLIQUE
ET AUX AFFAIRES SOCIALES**

LISTE D'APTITUDE AU GRADE D'INFIRMIER PRINCIPAL

Rectificatif au Journal Officiel de la République Tunisienne n° 40-41 des 20-23-25 mai 1958, ligne 26 : rayer Mohamed Constantini.

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et Communications

SECRETARIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE

AVIS DE RECRUTEMENT

Les services administratifs de l'Assemblée Nationale Constituante se proposent de recruter à titre précaire et révocable deux agents temporaires de catégorie « B ».

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° Etre de nationalité tunisienne;
- 2° Etre titulaire du Diplôme Supérieur d'Arabe, du Diplôme de Fin d'Etudes Secondaires du Collège Sadiki ou du Tahsil.

Les candidatures devront parvenir à l'Assemblée Nationale Constituante (Le Bardo), dans un délai de quinze jours, à dater de la publication du présent avis au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.